

Des errances que la gauche préfère oublier

Vers 1880, puis dans les années 1930, une partie de la gauche française connaît une poussée de fièvre antisémite. Mais ces moments révèlent surtout les deux pics où la haine des Juifs fut la plus forte dans notre pays, tous partis confondus. **PAR MICHEL DREYFUS**

L'antisémitisme à gauche, qui apparaît dans la décennie 1880, coïncide avec la naissance de l'antisémitisme moderne. La montée du nationalisme, en France et en Europe, entraîne l'essor de mouvements de droite et d'extrême droite xénophobes, réagissant aux débuts des émigrations de masse belges et italiennes; ces mouvements sont également antisémites. En France, les organisations ouvrières, les partis et les syndicats de gauche font leurs premiers pas et sont peu armés pour affronter cette situation.

Traumatisés par les souvenirs de la répression anti-ouvrière exercée au XIX^e siècle, en particulier par le massacre ayant mis fin à la Commune, très rares sont les militants de gauche capables de résister aux idéologies nouvelles que sont le nationalisme, la xénophobie et l'antisémitisme, qui finissent par les influencer à leur tour. Persuadés que le socialisme se construira sur le socle de la «science», ils se laissent prendre aux sirènes de la pensée raciale, qui a pris son envol deux décennies plus tôt. À l'heure de la conquête de l'Indochine, la «race blanche» est définie par les savants républicains comme supérieure aux autres; cette vision hié-

rarchisée des races conforte le racisme et l'antisémitisme. La naissance de l'antisémitisme moderne symbolisé par le succès, en 1886, de *La France juive* d'Édouard Drumont (1844-1917), polémiste d'extrême droite, s'explique aussi par des facteurs conjoncturels. Joue, tout d'abord, le contexte économique: la crise nourrit la xénophobie.

Quand la science républicaine «valide» les pires thèses...

Il faut compter également avec la vie politique, marquée par la lutte entre catholiques et républicains anticléricaux ainsi que par l'affaire Boulanger et le scandale de Panama. Dans la France meurtrie par la défaite de 1870, l'image du Juif assimilé au Prussien est diffusée par la grande presse en plein essor. La communauté juive française – 80 000 personnes sur une population de 39 millions, soit deux millièmes – est une des plus réduites d'Europe.

L'antisémitisme progresse néanmoins à droite comme à gauche. Partis et syndicats ouvriers sont très minoritaires au sein du monde du travail et dans la société. Leur faiblesse explique qu'ils se laissent prendre au discours antisémite ambiant; et ce d'autant plus que les dernières découvertes de



la «science» sont censées le valider. À l'antijudaïsme religieux remontant au Moyen Âge, puis économique du début du XIX^e siècle vient s'ajouter un antisémitisme teinté de xénophobie qui dévalorise la «race» juive: il assimile les Juifs aux animaux. Des traces de ce discours figurent notamment dans *La Revue socialiste*, un des principaux organes du socialisme, durant les années 1885-1893. Mais l'antisémitisme économique est loin d'avoir aussi disparu. Dans les



COLL. CASAGRANDE/ADOC-PHOTOS

années 1880, les socialistes continuent de véhiculer l'image du Juif riche et privilégié, notamment dans *La Revue socialiste*, et ce jusqu'à l'affaire Dreyfus.

Affaire Dreyfus et prise de conscience

Précédée par le scandale de Panama qui réactive l'image du banquier juif, l'affaire Dreyfus, survenue dans un climat de nationalisme exacerbé, est à la fois cause et conséquence d'une vague anti-

sémite qui culmine en 1898. À la suite du «J'accuse» de Zola, la plupart des socialistes comprennent, grâce à Jaurès, qu'ils doivent prendre la défense de Dreyfus. Jusqu'à cette date, ils étaient très réticents à s'engager en faveur de ce bourgeois, ce militaire et ce Juif. Ils prennent alors conscience que les anti-sémites sont des ennemis de la République et de la démocratie: ils doivent donc rompre avec eux et les combattre. L'évolution est plus tardive chez •••

C'est la lutte fatale Au début des années 1930, le Parti communiste français enfourche la cause pacifiste. Et dénonce, pendant un temps assez bref – et repris minoritairement par ses membres –, le péril franc-maçon, «valet» des Juifs fauteurs de guerre.



Alarme Fils d'émigrés juifs russes, le journaliste Bernard Lecache (1895-1968) fonde, en 1928, la Ligue internationale contre l'antisémitisme. Membre de la SFIO passé par le PCF, il dénonce d'abord les pogroms est-européens puis tente d'avertir du danger nazi, comme le 13 janvier 1933, dix-sept jours avant l'arrivée de Hitler au pouvoir.

... Jules Guesde et ceux qui le suivent. De leur côté, les anarchistes ont pris des positions variées mais s'engagent désormais majoritairement en faveur de Dreyfus.

Ce tournant est fondamental dans l'histoire du rapport de la gauche à l'antisémitisme. Désormais, plus rien ne sera comme avant, même si des propos antisémites s'échappent encore parfois des rangs de la gauche. Toutefois, les antisémites y seront toujours dénoncés comme des adversaires. Plus personne à gauche ne se réclamera ouvertement de l'antisémitisme : ceux qui continueront de flirter plus ou moins avec lui tiendront à affirmer qu'ils ne le sont pas. On en trouve des vestiges chez ceux qui, dépités par les conséquences politiques de l'affaire Dreyfus, se détournent de la République. Il s'effectue alors au sein de la gauche un reclassement dont il subsiste encore des traces aujourd'hui.

Ceux qui, en petit nombre, tiennent des propos antisémites ambigus se situent aux marges de la gauche, à l'extrême gauche. Méprisants à l'égard du suffrage universel, ils exaltent l'action violente des minorités alors que les défenseurs de la démocratie ne cessent de combattre l'antisémitisme.

L'étrange cocktail de la crise économique et du pacifisme

L'antisémitisme reste puissant dans la société française jusqu'au terme de l'affaire Dreyfus (1906) puis recule avec lenteur ensuite, davantage encore durant la Grande Guerre et dans les années 1920. À cela, deux raisons : le déclin de l'image du Juif, symbole du capitalisme, et de la pensée raciale. Puis l'antisémitisme connaît une nouvelle poussée sous une forme différente dans les années 1930, et la gauche n'en est pas épargnée. À la crise écono- ...



CC-BY-SA 4.0 FRANÇOISE FOLIO/WIKIMEDIA COMMONS

“Tout gouvernement devrait obliger les Juifs au travail productif”

Charles Fourier
(1772-1837)

Un des pères du socialisme utopique, Fourier, exprime un antijudaïsme courant dans *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire* (1829). Son éducation religieuse et sa formation intellectuelle sont imprégnées de l'antijudaïsme chrétien de la France depuis le Moyen Âge. Mais Fourier estime aussi que la Révolution française n'aurait pas dû émanciper les Juifs. Ils se livrent « exclusivement au trafic et à l'usure. Tout gouvernement devrait obliger les Juifs au travail productif, ne les admettre qu'en proportion d'une famille marchande pour cent familles agricoles et manufacturières ». Fourier, qui remet en cause l'émancipation des Juifs par la Révolution française, sera suivi sur ce point par Toussenel et Proudhon.

“Sous la forme un peu étroite de l’antisémitisme, un véritable esprit révolutionnaire”

Jean Jaurès (1859-1914)

Confronté au colonialisme lors d’un voyage en Algérie en 1895, Jaurès décèle « sous la forme un peu étroite de l’antisémitisme, un véritable esprit révolutionnaire ». Fin 1897, il analyse l’affaire Dreyfus comme l’opposition entre deux groupements « opportunistes, protestants et juifs d’un côté, [...] cléricaux et militaires de l’autre ». Mais l’engagement de Jaurès en faveur de Dreyfus – bourgeois, militaire et Juif – s’amorce en janvier 1898, à la suite du « J’accuse » de Zola. Jaurès s’engage totalement six mois plus tard, sans être pour autant immédiatement suivi par toute la gauche. C’est d’abord sa conception de la démocratie qui l’a poussé en ce sens. Ce tournant est fondamental ; grâce à Jaurès, la gauche rompt complètement avec toute manifestation d’antisémitisme.



BNF



ADOC-PHOTOS

“Par le fer ou par le feu, ou par l’expulsion, il faut que le Juif disparaisse”

Pierre Joseph Proudhon (1809-1865)

En 1847, Proudhon écrit dans ses *Carnets* : « Juifs. Faire un article contre cette race qui envenime tout, en se fourrant partout, sans jamais se fondre avec aucun peuple. Demander son expulsion de France, à l’exception des individus mariés avec des Françaises ; abolir les synagogues, ne les admettre à aucun emploi, poursuivre enfin l’abolition de ce culte. Le Juif est l’ennemi du genre humain. Il faut renvoyer cette race en Asie ou l’exterminer. Par le fer ou par le feu, ou par l’expulsion, il faut que le Juif disparaisse. » Proudhon n’est jamais revenu sur ces propos, pas plus que sur sa xénophobie et son antiféminisme. Toutefois, l’antisémitisme n’est pas essentiel dans sa pensée et il ne l’exprime pas publiquement.

“Une nation dans la nation française qui dominera bientôt le pays”

Alphonse Toussenel (1803-1885)

Disciple de Fourier, Toussenel occupe une place essentielle dans l’antisémitisme à gauche. Auteur, en 1845, du livre *Les Juifs, rois de l’époque*, il dénonce les Juifs comme « une nation dans la nation française qui dominera bientôt le pays ». Pour lui, « Juif, usurier, trafiquant sont synonymes ». Avec la Révolution française, « l’État s’est placé sous leur domination ». Toussenel est le premier à s’attaquer à la banque Rothschild et à assimiler « toute la banque aux Juifs et tous les Juifs à la banque ». Il introduit deux idées supplémentaires : il déplore la situation de la France, victime d’une « vaste conspiration internationale du Juif cosmopolite », et la toute-puissance du Juif sur le pouvoir politique. Toussenel influencera de nombreux socialistes.



ADOC-PHOTOS

... mique qui entraîne une montée de la xénophobie s'ajoutent les « arguments » énoncés dans les *Protocoles des Sages de Sion*. Repris par l'extrême droite, ce livre dénonce le Juif comme tirant les ficelles des affaires du monde.

Joue également, dans l'ensemble de la société, le pacifisme hérité du souvenir de la Grande Guerre. Depuis la fin du XIX^e siècle, ce courant a été l'une des sources de la pensée socialiste. Culpabilisée par son impuissance à n'avoir pu empêcher la Grande Guerre et marquée par cet échec, une partie importante de la gauche ne comprend pas la nouveauté du nazisme et défend, jusqu'en 1939, un pacifisme de plus en plus résigné et défensif.

Le nouveau rôle de la presse entre 1880 et les années 1930

Elle en vient à considérer les « bellicistes » – les antifascistes qui prônent la fermeté à l'égard du nazisme – comme de dangereux irresponsables. Elle vise en premier les Juifs, en les accusant de vouloir faire la guerre à Hitler dans le seul but de défendre leurs coreligionnaires allemands persécutés. Ce pacifisme favorise l'antisémitisme, sans jamais être ouvertement formulé par la gauche socialiste. Ceux qui flirtent avec l'antisémitisme le font toujours sur le mode allusif. La marche de plus en plus inéluctable vers une nouvelle guerre à partir de 1936 conforte cette vision. Elle

“Les journaux de droite et d'extrême droite dominant la période et diffusent l'antisémitisme”

se nourrit d'un facteur supplémentaire, la présence d'un Juif, Léon Blum, à la tête de la SFIO: son opposition de plus en plus nette aux pacifistes socialistes suscite chez eux un antisémitisme croissant, jamais ouvertement formulé mais de moins en moins caché. Le Juif symbolise alors pour les pacifistes le fauteur de guerre contre Hitler. Ce pacifisme devient l'un des principaux vecteurs de l'antisémitisme; il entraînera un grand nombre de ses adeptes dans la collaboration avec Vichy et parfois directement avec l'occupant nazi.

Les deux périodes où l'antisémitisme a été le plus fort à gauche – les années 1880-1898, puis la décennie 1930 – sont celles où le discours antisémite de la droite et de l'extrême droite a été le plus violent. Pour mesurer le poids dont l'antisémitisme bénéficie alors dans la société, il faut mesurer l'influence du discours tenu à son égard par les partis politiques, les organisations ainsi que par les journalistes et les intellectuels.

Dans les années 1880, l'ensemble de la presse républicaine de gauche et socialiste totalise au mieux 250 000 exemplaires. Ce chiffre est bien en deçà des deux millions d'exemplaires quotidiens tirés par les quatorze principaux organes de la presse d'information, à laquelle il faut ajouter les journaux monarchistes,

bonapartistes et catholiques; dans leur grande majorité, ces organes sont antisémites. Le déséquilibre est tout aussi flagrant dans les années 1930. Le journal du Parti populaire français de Doriot tire à 130 000 exemplaires, *Gringoire* à 650 000, *L'Ami du peuple* et *Le Matin* à plusieurs centaines de milliers; à cela s'ajoutent les très nombreuses publications provenant d'organismes d'extrême droite spécialisés dans l'antisémitisme. De leur côté, *Le Populaire*, journal des socialistes, tire à 200 000 exemplaires et *L'Humanité*, celui des communistes, atteint les 350 000 à son apogée en 1937. Tout examen de l'antisémitisme à gauche – qui, hélas, a bel et bien existé – doit tenir compte de ce déséquilibre entre les publications de l'extrême droite et celles de la gauche où l'antisémitisme reste marginal. Le succès obtenu par certains écrivains (*lire p.42-43*) soutenus par l'extrême droite – le plus connu est Céline – aggrave encore ce déséquilibre. ■

BRANDSTÄTTER IMAGES/ LA COLLECTION



Un « mythe éternel », les Rothschild

La dénonciation des Rothschild, financiers maîtres du Vieux Continent, est un élément fondamental du discours antisémite depuis le XIX^e siècle. Installés à Francfort, les premiers Rothschild ouvrent des succursales bancaires à Londres, Naples, Vienne et Paris. En France, leur essor au lendemain de Waterloo (1815) contribue à développer, à gauche et à droite, l'idée selon laquelle le capitalisme est une affaire juive. Cette croyance popularise la figure du maître de l'argent qui s'ajoute à celles, plus anciennes, de l'ennemi du chrétien et du Juif de cour, riche et influent. Mais les quelques Juifs qui commencent à s'impliquer dans la finance sont en bien plus petit nombre que leurs rivaux catholiques ou protestants.

L'image des Rothschild, dominateurs de l'Europe, est erronée pour plusieurs raisons. Ils ont à choisir entre des logiques différentes et leurs intérêts sont le plus souvent opposés. Les Rothschild d'Allemagne et d'Italie marquent le pas dès les années 1860. L'histoire réelle de cette famille, à laquelle est accolée la caricature du prédateur affairiste, démonte l'idée de son emprise sur le Vieux Continent. Mais le mythe des « gros », des capitalistes, inscrit dans les représentations collectives, aura une longue vie jusqu'à nos jours. M. D.

DIXMIER/KHARBINE-LA COLLECTION